Tunisie : Hausse de 9% des revenus du travail cumulés et baisse de 59% des recettes touristiques (BCT)

Jusqu’au 21 mars 2021, les revenus du travail cumulés ont augmenté de 9%, à 1286 millions de dinars (MD), alors que les recettes touristiques cumulées ont chuté, au cours de la même période, de 59%, à 354 MD, selon les derniers indicateurs financiers et monétaires publiés par la Banque Centrale de Tunisie (BCT).

Les chiffres avancés par la BCT font également état d’une augmentation des services de la dette extérieure cumulés, de 15%, à 1730 MD. Les avoirs nets en devises ont aussi enregistré une hausse, durant le premier trimestre 2021, à 21,8 milliards de dinars (soit 156 jours d’importation), contre 20 milliards de dinars, à la même période de l’année précédente (soit 115 jours d’importation).

De plus, le volume global de refinancement des banques a atteint 8,5 milliards de dinars, enregistrant ainsi une baisse de 19%, par rapport à la même période de l’année 2020, alors que le total des transactions interbancaires a augmenté de 19,4%, à 1363 MD.

.

.

.

Tunisie - Covid-19 : La BM approuve un financement de 300 millions de dollars pour la protection sociale.

La Banque mondiale (BM) a approuvé un financement de 300 millions de dollars au titre du Projet de réponse d’urgence COVID-19 pour la protection sociale, selon un communiqué publié par la BM, cette semaine.

Ce projet fournira des transferts monétaires à environ 1 million de ménages vulnérables tunisiens afin de les aider à faire face à l’impact économique de la crise sanitaire mondiale liée au Covid-19, et soutenir le déploiement d’un système national général de protection sociale. Ceci devrait permettre de protéger 100 mille enfants vulnérables de moins de cinq ans en couvrant leurs besoins en matière de santé et d’éducation par à un nouveau programme d’allocations familiales.

Pour le responsable des opérations pour la Tunisie à la Banque mondiale, Tony Verheijen, ce projet aidera le gouvernement tunisien à accélérer la mise en œuvre de son programme de protection sociale, à protéger la santé et l’éducation des enfants les plus vulnérables et, à terme, à améliorer la vie de millions de Tunisiens dans les années à venir.

Le projet repose sur trois piliers principaux. Le premier (245 millions de dollars) permettra de financer des transferts monétaires aux ménages pauvres et vulnérables. Le deuxième (32 millions de dollars) visera à protéger le capital humain des jeunes issus des familles les plus vulnérables du pays. Enfin, le troisième pilier (22 millions de dollars) permettra de renforcer le système de protection sociale en mettant en place des programmes efficaces et inclusifs, afin de protéger les Tunisiens en cas de crise, dans les années et les décennies à venir.

.

.

.

Tunisie : L’OTE pointe du doigt la dépendance aux importations du blé tendre

Dans un rapport d’évaluation intitulé «Les limites d’une politique de sécurité alimentaire : le cas de la filière céréalière », l’Observatoire Tunisien de l’Economie (OTE) a publié des chiffres concernant le secteur céréalier qui constitue un axe stratégique de l’agriculture tunisienne, représentant 13% de la valeur ajoutée agricole, 42% de la superficie agricole, 27% du total des exploitations agricoles et 9% de l’emploi agricole total.

L’OTE explique que durant la période 2008-2018, la dépendance aux importations a été en moyenne de l’ordre de 57.35%, toutes céréales confondues. Ces dix dernières années, la demande intérieure en blé tendre est assurée à 84.21% par les importations. Quant au blé dur et à l’orge,, ils sont dépendants des importations, respectivement, à raison de 40.69% et 50.81% pour la même période 2008-2018. Cette situation est considérée comme insoutenable.

Par ailleurs, la Tunisie souffre, selon le rapport de l’OTE, d’une pénurie régulière en eau de surface, il a été noté que les observateurs ne cessent de constater la tendance effrénée vers l’extension des périmètres irrigués et le recours accru à l’irrigation d’appoint, ce qui a génère une surexploitation des ressources souterraines et une dégradation de la qualité de l’eau.

En ce sens, l’OTE regrette que la Tunisie n’ait pas déployé les efforts nécessaires à la promotion de la production céréalière locale en optimisant l’utilisation des ressources en eau. En faisant le choix de recourir aux importations et en l’argumentant par un gain en termes de ressources en eau, les autorités n’ont  pas privilégié une vision à long terme de souveraineté alimentaire qui placerait au premier rang la préservation et le développement durable des ressources hydriques en lien avec les modes de production et de consommation alimentaires.

.

.

Tunisie : Ali Koôli juge la situation économique comme "extrêmement critique"

Le ministre de l’Economie, des Finances et de l’Appui à l’investissement, Ali Koôli, est revenu sur la situation économique de la Tunisie, sur les ondes d’Express FM, et l’a jugé comme extrement critique.

Pour sortir de la crise, Ali Koôli, a évoqué un nouveau plan de négociation avec certains bailleurs de fonds internationaux, tout en insistant que le gouvernement de Hichem Mechichi travaille d’arrache-pied pour que la Tunisie soit en position de force dans ces négociations, notamment avec le FMI.

Le ministre est également revenu sur l’accord signé avec l’UGTT pour lancer les plans de réforme de sept entreprises publiques, présenté par Hichem Mechchi et Noureddine Tabboubi, mercredi dernier lors d’une conférence de presse. Ali Koôli a expliqué que cet accord a pour objectif de sauver ces entreprises en vue de limiter leurs pertes en coordination avec la centrale syndicale.

Kooli a ajouté que le gouvernement entamera des discussions sérieuses concernant le soutien et la réforme des entreprises publiques, la manière de les développer, ainsi que l’amélioration de leur système fiscal, soulignant que tout cela aidera le pays à sortir de sa crise.